Année XXVI. N° 708 — 25 DECEMBRE 1926

LE RÉVEIL ANARCHISTE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

Avec Supplément en langue italienne

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

A nos abonnés

Notre appel a été entendu par un certain nombre de nos abonnés, mais il en reste qui n'ont donné aucun signe de vie.

Nous demandons que tous ceux qui reçoivent notre journal — et tous ne le reçoivent que sur leur demande n'ayant jamais envoyé de numéros à l'essai — veuillent bien payer l'année courante et garder ou refuser le Réveil *pour l'avenir comme ils jugeront mieux. Si des abonnés désirent toujours recevoir notre journal et ne sont pas à même de le payer, ils peuvent nous l'écrire et nous verrons à leur continuer le service.*

Mais il est inadmissible que nous continuions à servir des abonnements à des personnes qui nous demeurent obstinément inconnues et peut-être hostiles.

Nous attendrons jusqu'à fin décembre que chacun veuille bien prendre une décision, après quoi nous établirons la liste de ceux dont nous n'aurons obtenu aucune réponse.

Démocratie et Dictature

Il y a quelques semaines, dans notre presse socialiste, il a été beaucoup question de démocratie et dictature. Nous ne sommes pas intervenus dans le débat, qui avait un caractère d'ordre intérieur, car il s'agissait de savoir si le Parti suisse rentrerait dans la deuxième Internationale ou s'il attendrait de pouvoir adhérer à la troisième, en supposant que celle ci veuille bien se démocratiser. Les partisans de le deuxième l'ont emporté et nous ne voyons aucune raison ni de le regretter ni de nous réjouir. Les Internationales se sont montrées si nulles jusqu'à présent que nous demeurons quelque peu sceptiques à leur égard, tout en reconnaissant qu'il y a là une très grande idée à réaliser.

Mais, au cours de la discussion, nous avons relevé une regrettable confusion d'idées, qui ne saurait être que très nuisible à une claire compréhension de la situation et de l'action qu'elle exige.

Les partisans de la démocratie déclaraient repousser tout recours à la force, pour s'en tenir au fonctionnement régulier des droits constitutionnels et des lois votées par la majorité.

A part le fait qu'il est mathématiquement prouvé que jamais aucune loi n'a été voulue par la majorité de la population — et le fût elle que son caractère n'en deviendrait nullement sacré, puisque la dite majorité pourrait fort bien se tromper — nous ne voyons pas comment les démocrates peuvent renoncer à l'emploi de la force contre ceux qui violeraient la volonté de la majorité ou ne lui donneraient pas le temps de se prononcer, ce qui arrive très souvent même.

Prenons des exemples pratiques et qui ne sont pas d'une mince envergure, hélas !

Au mois de mai 1915, le gouvernement italien décidait l'entrée en guerre contre la volonté de la majorité des députés et de la population. Socialistes, catholiques et giolittiens formaient à la Chambre une majorité certaine pour le maintien de la neutralité. Le peuple, lui, à part une petite minorité de brouillons ou d'intéressés, ne voulait pas de la guerra, soit par indifférence, soit par crainte des sacrifices à consentir, soit aussi par une nette conception de ses véritables intérêts.

La guerre est déclarée en opposition à cette majorité. Les social-démocrates, dûment prévenus des mois à l'avance que le gouvernement préparait la guerre, ne crurent devoir s'opposer que par des articles et des discours à la violation de la volonté de la majorité. Etrange démocratie qui ne veut pas de la force pour défendre son bon droit, mais qui recommande la soumission à la violence de ceux qui veulent le violer !

La guerre étant déjà déclarée, la Chambre fut convoquée pour sanctionner le fait accompli. M. Turati, le leader socialiste, y prononça un fort discours pour démontrer que c'était une minorité qui venait de précipiter le pays dans une sanglante aventure.

Fort bien, mais en somme M. Turati qui s'était insurgé, par amour de la légalité, contre ceux qui proposaient de s'opposer aux menées belliqueuses par la grève générale, — maintenant, en voyant toute garantie légale suspendue ou supprimée, demandait à la majorité, au nom de la même légalité, de s'incliner devant une minorité criminelle.

Conclusion : un démocrate ne saurait être sincère que s'il est prêt à défendre par la force le droit de la majorité et la légalité qu'elle se donne.

Autre exemple, non moins cuisant, celui du fascisme.

Le parti socialiste avait conquis très légalement — et sans qu'aucun recours ne pût être formulé aux autorités compétentes — un grand nombre de municipalités, de Conseils provinciaux, ainsi que 156 sièges au Parlement. Il s'en est laissé chasser honteusement. Que signifiaient donc ces soi disant conquêtes qu'on ne savait ni ne voulait défendre ?

Une démocratie se refusant à recourir à la force, ne peut que subir toutes les illégalités qu'une minorité de violents exercent contre elle, aboutissant ainsi à sa propre négation.

Il arrive, par la force des choses, que le monde du travail peut être même politiquement la majorité sans être le pouvoir ; ce dernier, ne voulant pas s'en aller, emploie la force armée à sa disposition. Que faire alors, sinon répondre à la violence par le recours à la force ?

Mais pour nos légalitaires et réformistes, la violence gouvernementale d'une minorité doit être obéie et ne trouver aucune résistance matérielle. Sans l'approuver, ils font un devoir à la majoriié de subir tout gouvernement, même illégitime, par le simple fait qu'il est le gouvernement.

La démocratie socialiste n'exclut la violence que pour sa défense, en restant passive devant celle qui la frappe.

• • •

La dictature est par contre conçue comme un perpétuel recours à la violence, ce qui est exact en somme. Mais ici il faudrait s'entendre.

Comme il s'agit d'une dictature dite du prolétariat — si elle était vraiment telle et elle ne peut l'être, hâtons nous de le dire — cette dictature, étant l'expression de la masse et partant de la majorité, représenterait la meilleure réalisation de la démocratie. Nous aurions réellement le gouvernement du grand nombre, et il ne saurait plus être question de violence, à moins de se placer à notre point de vue anarchique, qui conteste même à une majorité le droit de s'imposer à tous.

L'exemple russe est venu prouver surabondamment que la dictature est bien toujours la dictature, c'est à dire l'exercice d'un pouvoir sans limite et sans contrôle par un parti ou pour mieux dire les chefs de ce parti. Le *prolétariat* de la dictature a encore moins de consistance que le *peuple souverain* de la démocratie. A preuve qu'en Russie, il est toujours question du prolétariat et des paysans. Ces derniers tout en formant la très grande majorité de la population ne sont pas considérés par les intellectuels bourgeois ou petits bourgeois au pouvoir, comme formant partie du prolétariat. Les ouvriers des villes seuls comptent, avec les quelques paysans s'étant ralliés au parti bolcheviste. La dictature du prolétariat se trouve être ainsi la dictature des chefs d'une fraction du parti socialiste. Les bolchevistes tout comme les fascistes, si votation ou élection il y a, se trouvent néanmoins être en grande majorité, mais personne, bien entendu, n'est dupe dans un cas comme dans l'autre.

Même en se plaçant à un point de vue purement objectif, cette conclusion s'impose :

Un peuple en démocratie devrait être armé contre son propre gouvernement, afin que ce dernier ne puisse substituer sa volonté à celle de la majorité légalement exprimée, auquel cas nous avons la négation la plus caractéristique de la démocratie même.

Une dictature, qui serait vraiment celle du prolétariat, en tant que pouvoir d'une majorité réelle, nous donnerait cette véritable démocratie que nous n'avons jamais eue jusqu'à présent, mais ici aussi la masse devrait se trouver armée contre ses dictateurs, sous peine d'avoir une dictature *sur* et non *du* prolétariat.

Inutile d'ajouter que tout pouvoir politique cesserait d'être le pouvoir s'il se trouvait désarmé en face de citoyens armés. Mais il est aussi évident qu'au cas contraire, la souveraineté du peuple ou la dictature du prolétariat se trouvent escamotées.

Le pouvoir politique est ainsi incompatible avec la notion de la liberté et partant de l'émancipation des déshérités.

Démocratie ou dictature ne pouvant fournir la solution du problème social, celle ci n'est plus concevable que par l'anarchie.

L. B.

La PETITE ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE paraîtra sous la forme de fascicules mensuels, de 48 pages (format du Grand Dictionnaire Larousse).

Chaque fascicule contiendra 10.000 lettres à la page, soit, en tout, 480.000 lettres: la matière d'un volume — format ordinaire — de 300 pages.

L'ouvrage complet comprendra, au minimum, 36 fascicules.

• • •

En vente au RÉVEIL les onze premiers fascicules parus.

Boycottons LA SUISSE

C.I.R.A.

POLICE ET MOUCHARDS

(Suite et fin.)

La statue de M. Thiers. — L'explosion de Saint-Germain. — La caisse noire de l'avenir.

Les compagnons avaient décidé en principe que le Palais-Bourbon devait sauter.

Mais les hommes qui mettent leurs actes d'accord avec leurs principes se font de plus en plus rares, et personne ne se proposait pour porter les cartouches de dynamite dans les caves du palais.

Dame ! l'aventure n'était pas sans péril : on veut bien préparer un meilleur avenir social ; mais on veut en profiter : être à la bataille, c'est très bien ; être au partage du butin, c'est mieux encore.

On délibéra sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de commencer par quelque monument plus accessible : la Banque de France, le palais de l'Elysée, la préfecture de police, le ministère de l'intérieur furent tour à tour discutés, puis abandonnés à raison de la surveillance trop active dont ils sont l'objet.

La destruction d'une église semblait plus facile ; il fut aussi question du monument expiatoire.

Enfin on convint que, pour se faire la main, on s'attaquerait d'abord — je vous le donne en mille — à la statue de M. Thiers, récemment inaugurée à Saint-Germain.

Les fêtes de l'inauguration avaient d'ailleurs appelé l'attention sur cette statue, et on se rappelle par quelle apostrophe indignée M. Olivier Pain avait protesté, au nom des vaincus de la Commune contre les louanges décernées au « sinistre vieillard ».

Après avoir rêvé d'ensevelir la représentation nationale sous les ruines du palais législatif, et aboutir à briser une statue dans les environs de Paris, c'est ressembler au héron de la fable:

... Qui fut tout heureux et tout aise
De rencontrer un limaçon.

Nous étions bien loin des menaces proférées le 13 mai 1881 par Mlle Louise Michel dans le groupe révolutionnaire du dix-huitième arrondissement, alors que, dans un élan irréfléchi, la « grande citoyenne » s'écriait :

« Mais regardez donc ce qui se passe en Russie ; regardez le grand parti nihiliste, voyez ses membres qui savent si hardiment et si glorieusement mourir ! Que ne faites-vous comme eux ? Manque-t-il donc de pioches pour creuser des souterrains, de dynamite pour faire sauter Paris, de pétrole pour tout incendier ?

« Imitez les nihilistes, et je serai à votre tête; alors seulement nous serons dignes de la liberté, nous pourrons la conquérir; sur les débris d'une société pourrie qui craque de toutes parts et dont tout bon citoyen doit se débarrasser par le fer et le feu, nous établirons le nouveau monde social. »

Les compagnons partirent pour Saint-Germain emportant l'infernale machine : c'était une boîte à sardines, remplie de fulmicoton et soigneusement enveloppée dans un mouchoir.

Je connaissais ce complot plein d'horreur ; je savais l'heure du départ pour Saint-Germain; je connaissais aussi l'heure du crime projeté.

Qu'allais-je faire?

Il fallait que l'acte fût consommé pour que la répression fût possible.

Je n'hésitai point à sacrifier le libérateur du territoire pour sauver le Palais-Bourbon.

Quand la nuit fut venue, les compagnons, se glissant dans l'ombre à travers les arbres séculaires, arrivèrent jusqu'à la statue.

La pâle lueur de la lune éclairait le visage de ce vieillard en bronze, qui, sous ses lunettes, semblait regarder d'un air narquois les conspirateurs.

L'un d'eux plaça la boîte à sardines sur le socle de la statue, entre les pieds du fauteuil où M. Thiers est assis.

Une longue mèche pendait le long du piédestal. L'un des compagnons y mit le feu, tandis que ses camarades, autour des arbres voisins, parsemaient le sol de proclamations révolutionnaires ; puis, quand le feu commença à monter lentement le long de la mèche, les compagnons s'enfuirent à toutes jambes, jusqu'au bas de la colline; et continuant leur course à travers la plaine, ils escaladèrent les barrières du chemin de fer.

Quand ils rentrèrent à Paris, ils attendirent avec impatience les nouvelles de Saint-Germain. Ils n'avaient pas assisté au spectacle des ruines qu'ils avaient faites; ils n'en savaient pas l'étendue.

Quelle ne fut pas leur déception, lorsqu'ils apprirent qu'ils avaient tout au plus réussi à réveiller quelques paisibles habitants de la silencieuse cité de Saint-Germain.

La statue était intacte. Une large tache noire à peine visible sur le bronze était la seule trace de l'attentat.

Je connaissais les noms des conspirateurs. J'avais voyagé avec eux, du moins par procuration. J'avais tout vu, tout entendu, et l'occasion me paraissait bonne pour mettre la main sur ce nid de dynamiteurs.

J'examinai la question de droit. J'ouvris mon Code pénal. La disposition applicable devait être celle de l'article 257, ainsi conçu: « Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs. »

Les compagnons n'avaient ni détruit, ni dégradé le libérateur du territoire « destiné à la décoration publique »; ils s'étaient bornés à lui faire une tache sous son fauteuil, et j'avais beau relire l'article 257, ce cas n'était pas prévu par le Code pénal.

— Il y avait du moins la tentative, me direz-vous.

Oui, mais le maximum de la peine n'étant que de deux ans d'emprisonnement, nous étions en matière correctionnelle et, en cette matière, la tentative de délit n'est punissable qu'autant que la loi le dit formellement.

Les compagnons ne pouvaient être inquiétés. Tout au plus, aurais-je pu les faire condamner à quinze francs d'amende pour tapage nocturne. J'estimai qu'il était préférable de ne pas leur montrer l'œil de la police et de continuer à les surveiller, assistant invisible à leurs conciliabules jusqu'au moment où il conviendrait d'éteindre la mèche... ou de l'éventer.

Mais cet avortement du grand complot amollit les courages, et les tentatives ne furent pas renouvelées.

Le socialiste Maria se rendit compte de l'effet moral produit par ce coup manqué, lorsque, le 6 juillet 1881, dans la réunion du cercle révolutionnaire des cinquième et quinzième arrondissements, il déplorait l'insuccès du « fait de Saint-Germain ».

Il ajoutait :

« Le suffrage universel est la plus grande duperie du siècle. Ce n'est point par le vote, mais par l'action qu'il faut attaquer les gouvernants.

« Nous devons organiser une caisse formidable, car beaucoup de compagnons se dévoueraient s'ils savaient que derrière eux ils ne laissent pas dans la misère femmes et enfants. Ce n'est pas avec nos cotisations de deux sous par semaine que nous pourrons jamais les rassurer à cet égard.

« Il y a une quantité de banquiers et de détenteurs de la fortune publique chez lesquels nous pourrions entrer par n'importe quel moyen pour nous approprier un ou plusieurs millions. Nous en serions quittes pour cinq ans de prison.

« Soyez sûrs qu'avec le levier de l'or, nous aurions bientôt renversé les dirigeants et accompli la Révolution. »

E. ANDRIEUX.

M. Andrieux n'est pas si fin qu'il se vante

Nous avons reçu la lettre suivante :

Mon cher Bertoni,

Vous avez inséré un passage des « Mémoires » de M. Andrieux, où ce quidam se vante d'avoir « enfoncé » les anarchistes à propos de la *Révolution sociale*.

Ayant été mêlé aux premiers pourparlers qui eurent lieu avant l'apparition de ce canard, permettez-moi de ramener les vantardises de M. Andrieux à leur juste valeur.

Alors que nous n'étions que le demi-quarteron et que M. Andrieux, ex-républicain farouche, dirigeait cette institution de démoralisation qu'est la Préfecture de Police, se présenta à notre Groupe des Ve et XIIIe arrondissements, un Belge qui avait la gueule toute tordue, se faisant appeler Spileux, tandis que son vrai nom était Serraux. A moins que ce fût le contraire. Cela n'a, du reste, aucune importance.

Je ne me rappelle plus comment il se présenta, ni quelles histoires de brigand il nous raconta. Toujours est-il qu'il finit par nous confier qu'il voulait publier un journal révolutionnaire. Il connaissait une vieille dame anglaise, jouissant de quelques ressources et qui ne demandait pas mieux que d'avancer la somme nécessaire pour réaliser ce projet?

Ce fut au petit noyau que nous formions, moi, un autre camarade nommé Jeallot, deux ou trois autres, plus Malatesta qui, à ce moment, se trouvait à Paris.

Dès l'abord, le bonhomme nous avait été suspect. Mais, après nous être consultés, nous décidâmes de ne rien laisser paraître de nos suspicions, de voir venir le bonhomme pendant que nous enquêterions à son sujet.

Il avait été assez bête pour nous donner le nom et l'adresse de la dame qui devait fournir les fonds. Malatesta écrivit à Londres. Son compagnon — c'était le camarade Brocher — répondit que la dame existait bien, mais que son genre de vie excluait toute idée qu'elle fût capable de disposer de quelque fonds que ce soit.

C'était assez coûteux, à cette époque, de publier un journal s'occupant de questions politiques. Il fallait fournir un cautionnement assez lourd pour Paris. En mettant son adresse et ses bureaux dans une localité d'un des départements voisins de celui de la Seine, la somme à déposer était moindre, mais se montait encore à au moins 3000 fr., si ce n'est plus.

Nous étions fixés par la réponse du camarade Brocher. Mais si nous pouvions amener le Spilleux à déposer le cautionnement au nom de l'un de nous, moi en l'occasion (j'avais été choisi pour être le gérant du futur journal), nous aurions éliminé le bonhomme et publié le journal sous notre seul contrôle.

Mais l'animal — il faut le reconnaître — n'était pas aussi simple que nous l'avions cru. Sans nous rien dire, il avait entamé les mêmes pourparlers avec Emile Gautier. Aussi, lorsque je lui déclarais que nous ne marcherions que si le cautionnement était au nom de l'un de nous, il nous plaqua pour aller trouver Gautier qui lui fournit, et gérant, et rédaction.

Le journal parut avec Gautier, Louise Michel, Jacqueline, comme principaux rédacteurs.

Qui étaient nigauds? Ce fut nous. Mais, pour mettre les camarades en garde contre le nouveau journal, nous résolûmes de lui envoyer une note où nous déclarions que nous nous désolidarisions de la campagne qu'il pourrait mener.

Nous ne pouvions pas émettre ouvertement nos suspicions, n'ayant que des suspicions, pas de preuves. Lorsqu'il s'agit de démasquer un mouchard, à certains camarades il faudrait leur apporter les aveux du type pour les convaincre. Et ce n'est pas sûr que cela serait suffisant.

Nous chargeâmes l'un de nous, un nommé Maria, de rédiger la note assez habilement pour que l'on n'en refusât pas l'insertion et dire ce qu'il y avait à dire. Comment s'y prit Maria ? je n'en sais rien. Mais, par la note insérée, c'était le journal qui déclarait qu'il n'avait rien de commun avec nous.

Décidément, nous n'étions pas nés diplomates ! Il nous fallut bien avaler notre nouvel échec.

Mais il va sans dire que, à tous les camarades avec lesquels nous étions en relations — et ils étaient nombreux — nous ne nous fîmes aucun scrupule de dire ce que nous pensions et savions de la *Révolution sociale*. Si d'aucuns camarades se laissèrent prendre aux avances du sieur Andrieux, le plus grand nombre furent prévenus de ses attaches. Tant et si bien que, voyant que ça ne « rendait » pas, M. Andrieux dut renoncer à fournir des fonds, et le journal à cesser sa publication, faute d'un nombre suffisant de lecteurs.

J. GRAVE.

Boycottons „La Suisse"

Le Réveil est en vente aux magasins de journaux et tabacs :

Rue de la Coulouvrenière, 27.
Rue Rousseau, 32.

Notes en marge

Mesure fasciste.

Nous prions nos lecteurs de bien lire la dépêche suivante, qui nous arrive de l'incomparable Italie fasciste :

Rome, 17. — Un décret signé jeudi par le roi établit des normes spéciales pour le commerce de détail. La presse avait fait une énergique campagne contre le renchérissement de la vie au moment précis où le change italien montait. Les journaux attribuaient cet état de choses, surtout au nombre exagéré de magasins. Le nouveau décret établit que pour ouvrir ou continuer d'exploiter un magasin une caution doit être versée à l'Etat. Dans chaque commune, une commission spéciale présidée par le podesta délivrera les licences d'exploitation. Les magasins sont tenus d'observer les prix fixés dans chaque commune.

La violation de cette disposition entrainera l'annulation de la licence et la perte de la caution qui pourra s'élever de 500 à 5000 lires.

Vous avez bien lu et compris. Vu la nécessité d'une énergique campagne contre le renchérissement de la vie, l'Etat réclame de l'argent au commerce de détail et aussi à celui de gros, ainsi que le dit expressément le décret que nous avons sous les yeux. Imposer aux commerçants une charge nouvelle pour en obtenir une vente à meilleur marché, voilà qui est vraiment génial. Naturellement la nouvelle mesure servira également à refuser les licences aux commerçants soupçonnés d'antifascisme. Il se trouvera toujours des fascistes bien en cour pour relever à bas prix les magasins de ceux qui n'en pourront continuer l'exploitation. Ce que les commerçants aussi doivent regretter le temps de la soi-disant tyrannie bolcheviste !

Toute possibilité d'existence économique vient ainsi peu à peu à dépendre de l'Etat. Ce qui n'empêche pas nos antiétatistes suisses d'être fascistes.

Mouchardage.

Ce n'est pas sans étonnement que nous avons pu lire dans un quotidien de notre ville la dépêche suivante:

Une interdiction sans effet.

Berne, 3. — L'agence Respublica apprend que le tableau « Guerre et Fascisme », édité par le Réveil, *de Genève, et qui avait été interdit et séquestré en son temps sur ordre du Conseil fédéral, se trouve toujours en vente dans les milieux anarchistes suisses, ainsi qu'un tableau sur la situation en Espagne.*

Nous croyions que la profession de journaliste bourgeois était assez rétribuée pour vivre aisément ; il paraîtrait que non et que M. Rigassi éprouve le besoin d'y ajouter celle de mouchard.

Espérons que M. Mussolini voudra bien le nommer caporal honoraire de la Milice fasciste ; il en est absolument digne.

„Ce n'est pas l'opinion de M. Foch!".

Que de fois n'avons-nous pas lu cette phrase bête. Pensez donc ! l'opinion de M. Foch, celle d'un massacreur professionnel, tout le poids qu'elle doit avoir! Cela est répété chaque fois que les forces d'occupation sont diminuées en Allemagne ou à la suite d'un commencement d'entente entre les anciens belligérants, parce qu'il faut le dire, huit ans après l'armistice, la paix définitive reste toujours à faire. Mais, bien entendu, ce n'est pas l'opinion de M. Foch ou de tout autre sinistre loufoque que la paix soit enfin réalisée !

Jusqu'au bout, avait-on dit aux malheureux envoyés dans les tranchées, mais il est à prévoir qu'à ce bout les gouvernements bourgeois et leurs Foch n'y parviendront jamais.

La paix ne saurait être l'affaire de généraux, dont l'utilité ne sera jamais que dans la guerre ou sa préparation. Voilà ce que les peuples ne paraissent pas encore avoir compris, trompés qu'ils sont par une presse écœurante.

Les Etats s'arment toujours comme avant la guerre, si ce n'est plus! En Suisse même, un crédit nouveau vient d'être voté pour des fusils mitrailleuses. La Suisse est neutre, oui, mais on ne sait jamais et puis il y a toujours le monde ouvrier, l'ennemi de l'intérieur !

Mensonge nationaliste.

Soulignons-le une fois de plus, car il est très édifiant et devrait suffire à ouvrir les yeux aux plus aveugles.

L'Italie fasciste attaque ouvertement et violemment la France .Sa presse, tout entière aux ordres du gouvernement fasciste, affirme nettement que la France doit céder une partie de son domaine colonial, que c'est un pays épuisé appelé le premier à faire les frais du nouvel Empire romain.

Mussolini pousse ses bandes à des manifestations contre les consulats étrangers, français particulièrement, quitte à déclarer hypocritement ensuite que c'est là une « détestable habitude de la petite vieille Italie ». A la vérité, avant le fascisme, une telle habitude n'a jamais existé. S'il y a eu quelques cas très rares, ils furent dus à ces nationalistes qui se sont hâtés de fusionner avec les fascistes. C'est le gouvernement le plus fort que l'Italie ait jamais eu, comme a bien voulu définir le sien le Duce, qui s'est montré incapable d'assurer le respect dû aux nations étrangères, ou plutôt qui pousse à des incidents dans l'espoir de pouvoir pêcher en eau trouble.

Passons. L'énormité consiste en ceci que non seulement les nationalistes les plus fougueux de France et de Navarre ne s'insurgent pas contre sieur Mussolini, mais reprochent à M. Briand de ne pas avoir encore fait acte, lui aussi, de soumission au grand homme ! Ils réclament hautement que le gouvernement français demande à pactiser avec le fascisme !

Comme quoi, il devient on ne peut plus évident que les nationalistes se moquent de leur patrie et de sa gloire ; ce qu'ils désirent surtout, c'est de voir triompher l'individu qui a su le mieux asservir et écraser le monde du travail. La leçon mérite d'être relevée et retenue.

B.

Supériorité monarchique.

Par ces temps de fascisme et de cabotinage, il est bien porté de dénigrer les républiques et de charger les monarchies de toutes les qualités. Mais les républiques ne se défendent pas trop mal.

Voyons les monarchies. L'Espagne ignorante et pauvre subit les caprices d'un soudard débauché.

L'Italie est ravagée par une bande dont le chef a commis tous les reniements et ne se maintient que par des crimes sans nombre.

La Serbie connaît les tripotages de ses dirigeants et la Bulgarie, tout comme l'Italie, tremble sous le poignard.

Reste les rois nègres et la monarchie roumaine.

Les roitelets nègres ont encore leur utilité pour le carnaval. Pour ce qui est de la Roumanie, nous apprenons, grâce à des rivalités dynastiques, que le conseil de régence qui doit guider le peuple sur le chemin de la prospérité et de la gloire ,est composé de trois individus: l'un est un vieux gaga, le second est un évêque compromis dans tous les genres de scandales et le troisième est un aliéné qui ne doit qu'à son titre royal de ne pas être interné.

Et c'est cette pourriture que les Fabre nous présentent comme devant régénérer le monde ? Allons ! que tous les hommes soucieux de propreté s'apprêtent à jeter au ruisseau cette clique et ses thuriféraires.

A. A.

EN RUSSIE BOLCHEVISTE

(Suite.)

EXPORTATIONS ET MISERES

Des chiffres donnés sous toutes réserves par le Rapport britannique il ressort que les exportations de 1923-24 auraient atteint 230 millions de roubles, soit le 75 p. c. du chiffre d'avant-guerre. Elles consistent en bois de construction, fourrures, pétrole, beurre, œufs et volaille.

Certains seraient tentés de voir dans l'exportation de produits alimentaires une preuve de grande productivité. Ce n'est pas exact. Remarquons tout d'abord que de tous temps la Russie a exporté de tels produits en grandes quantités.

S'il est vrai que dans un régime communiste tel que nous le voulons, les produits ne devraient être exportés que pour autant qu'ils dépasseraient la quantité nécessaire aux besoins de la population, n'oublions pas qu'en Russie, comme ailleurs, la consommation est subordonnée aux salaires octroyés, comme par le passé depuis l'introduction de la NEP. Le pouvoir d'achat étant très restreint et ne permettant pas d'absorber la production nationale, les produits sont alors exportés.

D'ailleurs, avant la guerre, la Russie exportait de grandes quantités de blé, alors que dans les villes le peuple manquait de pain. En Suisse le fromage s'exportait, alors que son prix élevé empêchait la population de se procurer la quantité nécessaire à ses besoins.

L'armée rouge

Tout Etat a besoin d'une armée régulière pour se défendre contre ses ennemis. Les socialistes qui eux aussi sont partisans d'un Etat centralisé en ont fait l'aveu tout dernièrement. D'ailleurs ,au cours de nos fréquents entretiens avec des bolchevistes de Genève et de Suisse, nous avons acquis la certitude que ces derniers n'étaient nullement des antimilitaristes. Certains vont même jusqu'à critiquer sévèrement le refus d'accomplir le service militaire en régime bourgeois, sous prétexte que par la propagande dans les rangs il est possible d'y introduire le ferment révolutionnaire.

Nous n'en croyons rien et nous reviendrons prochainement sur cette question. Nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à déclarer que nous croyons voir la raison essentielle de cette critique dans le fait que nos bolchévistes aspirant au pouvoir auront besoin de s'appuyer sur des troupes disciplinées et qu'un stage dans l'armée bourgeoise peut fort bien constituer un bon entraînement à cette discipline si chère aux dictateurs.

Ebauché par la préparation militaire bourgeoise, le prolétaire sera apte à devenir un excellent soldat de l'armée rouge, même sans qu'il soit nécessaire de changer les cadres de l'ancienne organisation.

CONTRADICTION EVIDENTE

Donc en mars 1917, les bolchevistes comprirent la nécessité d'armer le prolétariat et le 22 février 1918 Lénine signait un décret qui préparait la levée de l'armée rouge. Entre temps avait eu lieu le coup d'Etat d'octobre 1917 qui marqua l'avènement des bolchevistes au pouvoir. Le préambule de ce décret est ainsi conçu :

L'armée rouge des ouvriers et des paysans sera formée des éléments les plus conscients et les mieux organisés de la classe travailleuse. Dans un avenir prochain cette nouvelle armée servira de modèle aux armements populaires qui remplaceront les armées existantes et qui devront défendre la Révolution sociale européenne.

De même que nos bourgeois tentent de faire croire que la patrie est en danger lorsque leurs privilèges sont menacés, Lénine et consorts essaient de répandre l'idée que la Révolution et leur pouvoir sont une même chose. Car les faits démontrent aujourd'hui que l'armée rouge en restant au service du gouvernement a favorisé les nombreux compromis dans la voie desquelles s'est engagé ce dernier et par cela elle a contribué à déroger aux principes de la Révolution pour la défense de laquelle elle fut créée.

Il y a là une contradiction évidente.

LES ALLIES ORGANISENT L'ARMEE ROUGE

D'ailleurs l'organisation de cette armée rouge eut lieu en collaboration avec les missions militaires qui se trouvaient à ce moment en Russie Des colonels anglais, français et serbes participèrent à la réunion du comité chargé de l'organisation des cadres et d'étudier la question des officiers et des chefs. C'est dire que l'armée prolétarienne ne diffère en rien de l'armée bourgeoise au point de vue de l'organisation.

Il nous semble utile de rappeler en passant qu'en mars 1918 Trotzky avait sollicité à plusieurs reprises l'appui militaire de la France et des Etats-Unis qui devait permettre de reprendre la lutte aux côtés des alliés. A cette occasion on ne parlait déjà que d'un élément d'ordre intérieur et d'un instrument de défense nationale, rééditant ainsi la tromperie bourgeoise.

La Patrie, déclarait Trotzky en mars 1918, *purifiée par la Révolution des fautes du passé nous est devenue cent fois plus chère. Nous la défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre*

sang. Dans l'armée, dans l'industrie, partout il faut rétablir la discipline, le respect des chefs, l'ordre, la méthode.

Nous comprenons que des dictateurs sentent la nécessité d'inculquer à la masse le respect des chefs. Mais nous savons aussi quelle a été la conséquence en Russie comme ailleurs de cette vertu que réclament tous les gouvernements à leurs peuples. Les chefs incapables d'assurer la bouchée de pain à leurs sujets ont dû rétablir le capitalisme chassé primitivement. N'est-ce pas l'encontre du but proposé ?
Mais revenons à l'armée rouge.

ET LES GENERAUX TSARISTES
LA COMMANDENT

Non satisfait d'avoir consulté des colonels à la solde du capitalisme, Trotzky déclarait dans un rapport daté du 22 avril 1918 au Comité exécutif central, *qu'il était de toute urgence de créer des cadres militaires équivalents en expérience et en valeur à ceux dont disposaient les forces ennemies. Une proposition formulée par lui fut acceptée, par laquelle on décidait de se servir à l'avenir des anciens oficiers tzaristes prêts à servir loyalement le nouveau gouvernement.*

Sans changer les cadres, disions-nous plus haut, l'armée tzariste devenait l'armée révolutionnaire.

Comme il est aisé de comprendre la facilité avec laquelle ces officiers tzaristes devenus chefs de l'armée révolutionnaire pouvaient à leur gré mener celle-ci à des actions nuisibles à la Révolution. Ils ont pu trahir tout à leur aise, et les soldats rouges qui se croyaient enfin libérés devaient encore être victimes ou complices de ces trahisons. Et cela explique aussi que de nombreux révolutionnaires aient pu être exterminés.

C'est un ancien chef d'état-major de Wrangel, fort connu pour les hécatombes de communistes qu'il a faites, qui contrôlait en 1924 et qui contrôle peut-être encore aujourd'hui l'état-major de l'armée rouge. Cela ne nous donne-t-il pas le degré de cynisme auquel sont parvenus les dictateurs rouges ?

Cette armée prolétarienne, dont nous plaignons sincèrement les soldats, *compte 563,000 hommes (armée terrestre, marine et flotte aérienne). Elle coûte 40 millions de livres sterling par an, c'est-à-dire un milliard de francs suisses environ.*

TUEUSE D'INDIVIDUALITES
ET MASSACREUSE

Pendant le service elle est soumise à une discipline assez stricte, mais en dehors du service officiers et soldats se mêlent et fraternisent très naturellement.

Et les délégués anglais ont l'air de s'étonner.

Il n'y a là rien de surprenant, car cette fraternisation peut se constater en Suisse capitaliste. Pourquoi alors le fait serait-il surprenant lorsqu'il se produit dans l'armée composée „d'éléments conscients et organisés", „maîtres de leurs destinées". Mais tout cela n'est que du verbiage creux. L'armée régulière de quelque étiquette qu'elle s'affuble ne peut être basée que sur l'obéissance passive, la discipline et le respect des chefs.

En dépit de ce qui précède et qui est irréfutable, il paraîtrait que l'on *stimule l'intelligence du soldat rouge, pour développer la conscience de ses droits en tant qu'être humain. C'est que le but même de l'armée rouge, sa raison d'être sont tout à fait à l'opposé de ceux des armées occidentales ; ils consistent à susciter chez l'homme une force prête à défendre ses frères les travailleurs.*

Vraiment ? Et les massacres d'anarchistes à Moscou dont les demeures furent bombardées par l'armée rouge ?

Et le massacre des maknovistes qui refusèrent de se soumettre aux injonctions des dictateurs moscovites ?

Que dire du massacre des insurgés de Cronstadt revendiquant la liberté de s'administrer comme ils l'entendaient ?

Les soldats rouges défendent singulièrement leurs frères de travail !

Pour sa besogne inutile et répugnante, le soldat rouge reçoit 1 rouble 30 kopecks par mois ,ce qui équivaut à fr. 3.30 suisses environ. Mais ce que l'on s'abstient de nous dire, c'est que le camarade officier touche un salaire beaucoup plus élevé qui lui permet de s'offrir tous les plaisirs tout comme les officiers tzaristes. Ils peuvent dépenser en moyenne 10 roubles par jour ,pendant que le soldat-prolétaire-souverain, courbé sous le joug de la discipline militaire, „prend conscience de ses droits" et attend patiemment le misérable rouble qu'il peut toucher chaque mois.

Egalité bolcheviste !

(A suivre.) C. B.

Mélanges

VENGEANCE !

Un hebdomadaire local qui s'essaie à faire de l'esprit contre les petits, alors que ceux qui en ont vraiment l'emploient à combattre les privilèges du nom et de l'argent, a, par voie d'affiches, annoncé que « nos morts sont vengés »!

Quels morts ? Les pauvres diables que le Conseil fédéral a criminellement mobilisés en novembre 1918 pour rassurer les gros possédants qui croyaient entendre sonner l'heure de la justice. Et comment sont-ils vengés ? Parce qu'un politicien a été élu plutôt qu'un autre !

Vraiment les profiteurs du régime font bon marché de la vie de ceux qui sont sacrifiés à l'ogre étatiste et capitaliste, puisqu'il suffit d'un peu de cuisine électorale — quelques coups de grosse caisse et une poignée de bulletins — pour que les messieurs délégués à la propagande et au bourrage des crânes estiment que les victimes en ont eu, non pour leur argent, mais pour leur peau.

Sous peine de prison les soldats ont été mobilisés pour tranquilliser les riches apeurés. Mille ne sont pas revenus, tués par l'incurie des autorités et le j'm'enfichisme des chefs. Huit ans après un Maillefer laisse choir son derrière dans un fauteuil de cuir. Morts ! vous avez votre récompense posthume, vous êtes vengés. Et la sinistre comédie continue.

Mais elle ne doit pas toujours continuer. Il est inadmissible qu'on dupe toujours les vivants en prétendant venger les morts. D'abord, les morts pas plus que les vivants n'ont besoin de vengeance. Ce qu'il faut, c'est la justice. C'est la fin d'un régime qui permet toutes les tromperies et toutes les voleries. Se livrer périodiquement à des cérémonies, souvent grotesques, sous prétexte d'honorer les glorieux morts est une indignité, si l'on ne consacre pas tous ses efforts à supprimer les causes de leur disparition prématurée.

Hélas ! il ne faut pas compter sur les riches et leurs valets de plume pour saper des privilèges qui, pour durer, ont besoin de l'appui des baïonnettes. Ce sont les victimes de l'ordre social qui doivent le jeter bas. Et si, au cours de la lutte, quelques tyrans doivent être brisés, cela ne doit être qu'au nom des nécessités de la bataille et point par cruelle vengeance, sentiment bas qui n'est l'apanage que des voraces voyant échapper leur proie.

LA PYRAMIDE.

La camarilla fasciste a longtemps feint de se gausser des régimes démocratiques qui ont autant de chefs que de membres.

Par opposition le fascisme était constitué à l'image d'une pyramide : en bas, la masse exploitée, et, sur les degrés, disposés hiérarchiquement, tous les profiteurs avec, au sommet, l'unique « Duce », mot patois qui doit signifier quelque chose comme le « brigand ».

Contrairement aux quarante voleurs d'Ali-Baba qui se réfugiaient dans une caverne, les fascistes s'érigent en pyramide. Mais c'est une pyramide tronquée, car au sommet il y a plus de chefs qu'on en avoue. Lors de la récente surprise de Mussolini en posture d'agent provocateur, la canaille de Benito a essayé de se blanchir en disant qu'ils étaient tous comme ça dans le parti fasciste et qu'au surplus ils se méfiaient tous les uns des autres.

Dans une note communiquée par une agence fasciste, Mussolini expliquait que, du plus petit au plus grand, tous les fascistes aspiraient au commandement et avaient tous leurs monchards et agents provocateurs personnels et que, malgré les apparences, ceux pris en flagrant délit à Nice, étaient peut-être au service des copains.

C'est ce que nous avons toujours dit. Le fascisme n'est qu'une horde de malfaiteurs qui présente une cohésion extérieure tant que le pillage nourrit la bande. Il n'y a entre ses adeptes que la solidarité qui naît du crime. On le voit dès qu'une responsabilité est à prendre Chacun s'en lave les mains. (C'est une façon de parler car elles doivent avoir la teinte de la chemise.)

Mussolini peut donc se pavaner, vêtu d'oripeaux ridicules et coiffé de plumes comme les anciens chefs indiens, il peut s'exercer à faire des grimaces devant une glace, il ne trône pas même sur un escabeau ; il n'est que petit chef d'une bande qui, elle, est tout entière au service de la réaction.

Loin d'être figé au sommet d'une pyramide, Mussolini est un type de la trempe du valet du voleur de Mirbeau. Pendant que le maître, en connaisseur, faisait main basse sur les objets d'art, le valet faisait le gué et était autorisé à empocher la menue monnaie. Les mussolinistes font de même. Embauchés comme une vile valetaille par les boursicotiers italiens, ils sont autorisés à piller vulgairement en guise de salaires.

DES MALADES.

Il y a longtemps que les gens sensés pensent que l'Italie actuelle est une immense maison de fous, de laquelle tentent de fuir ceux qui ont résisté à la contagion.

Mais, pour exclure les risques d'erreur et mieux approprier le remède, il est préférable que les malades eux-mêmes donnent un avis sur leur état. C'est ce que Mussolini, qui est un des plus atteints, vient de faire.

A un correspondant de journal américain, il a fait savoir que les fascistes atteignaient le 41me degré de fièvre et qu'ils marchaient à cent kilomètres à l'heure pour faire la révolution à la romaine, soit la défense du capital, du trône et de l'autel. C'est une allure bien rapide pour consolider les ruines du passé qui ne sauraient supporter de trop rudes secousses.

Nous sommes humains et souhaitons la guérison de tous les malades. Mais quand il s'agit de fiévreux de cette espèce, nous ne saurions être fâchés si les édifices pourris qu'ils veulent consolider s'abattaient sur leurs têtes.

MAITRE CHANTEUR.

C'est encore lui et ce n'est pas surprenant, car l'honnêteté n'est chez Mussolini pas même un accessoire qui sert à se parer en certaines circonstances.

Payé par les gouvernants français et anglais pour faire de la propagande guerrière contre les Allemands, il menace maintenant de s'acoquiner avec les hobereaux prussiens si les Français ne mettent pas le prix pour le conserver dans leur camp. C'est ce qu'on appelle du chantage, d'autant plus répugnant que si les choses devaient mal tourner, ce sont les pauvres diables des pays en cause qui en feraient les frais.

Il est urgent que les peuples mettent hors d'état de nuire de pareils individus. Mais il est aussi indispensable que les peuples assurent la paix par leurs propres moyens et ne comptent pas trop sur les ministres, même lorsqu'ils ont le prix Nobel... Cela sent trop la dynamite. A. A.

Mme CHAPUIS.

Nous venons de perdre en Mme Chapuis une excellente camarade et une amie fidèle du *Réveil*, qu'elle a toujours appuyé dans toutes ses initiatives depuis sa fondation. Il n'y a pas eu de lutte, d'œuvre de solidarité, de manifestation, à laquelle elle n'ait donné son concours, très simplement et modestement, bien que toujours prête à affirmer avec une véritable énergie sa pensée, sans aucun ménagement. Elle avait une convictisn et une ardeur dans sa propagande personnelle qui faisaient plaisir à constater et représentaient un réel encouragement. Avec une aussi inébranlable fermeté que ne peut on espérer ?

Sa vie, toute de bonté et de dévouement, est de celles qui ne sauraient être contées. Les grands exploitent leur moindre bienfait, qui d'ailleurs n'est pas tel le plus souvent puisqu'il leur rapporte davantage qu'il ne leur coûte, mais les humbles dans leur pratique ininterrompue de l'entr'aide la plus généreuse passent inaperçus.

Mme Chapuis s'était attachée tout particulièrement à la propagande de la Libre Pensée, dont elle fut membre depuis sa fondation. A l'âge de 68 ans, elle suivait encore toutes les assemblées, conférences et nous l'avons eue aussi très souvent à nos réunions du *Réveil*, toujours prête à faire tout ce que ses forces pouvaient encore lui permettre. Ce fut en sortant d'un cours de l'Université Ouvrière qu'elle prit froid et la maladie l'emporta en quelques jours.

Mme Chapuis eut un cœur d'or, une intelligence ouverte et un caractère droit ; elle ne s'est jamais lassée de poursuivre sa tâche d'émancipation, malgré toutes les tristesses et les déceptions dont notre existence a été semée surtout ces dernières années.

C'est une vaillante camarade qui vient de nous quitter et dont nous garderons longtemps un souvenir émus, en souhaitant que ses qualités si simples et si précieuses deviennent et demeurent celles de nous tous à travers toutes les épreuves.